



Madame la Rectrice de Région Académique,

Les organisations syndicales FSU, UNSA Éducation, FO et SNALC ne siègeront pas pour ce premier CSA de Région Académique et tiennent à expliciter par cette déclaration ce qui les conduit à cette décision.

Depuis deux mois, ce sont des millions de travailleurs-euses, jeunes, retraité.es qui ont exprimé avec force et dignité leur refus d'un recul de l'âge légal à 64 ans et d'une accélération de l'augmentation du nombre de trimestres de cotisation requis pour une retraite à taux plein. Ce mouvement social a fait la démonstration par les grèves dans tous les secteurs professionnels toujours mobilisés, dans l'Éducation comme dans d'autres secteurs, et les manifestations, dans les grandes comme dans les petites localités du pays, que cette réforme des retraites est brutale, injuste et injustifiée pour l'ensemble du monde du travail. Au lieu d'entendre ce rejet massif et de retirer leur projet, le Président de la République et son gouvernement ont décidé de passer en force par l'utilisation du 49.3.

Dans sa prise de parole, le Président de la République a non seulement refusé de prendre en compte l'immense contestation sociale en cours en confirmant la volonté d'avancer "à marche forcée", mais a, en plus, persisté dans sa démarche de stigmatisation des organisations syndicales accusées d'être incapables de proposition. Depuis la loi de Transformation de la Fonction Publique, le Président de la République n'a cessé de miner le dialogue social, d'en dégrader les cadres, et nos organisations peuvent en faire le constat à tous les niveaux.

Les instances de l'Éducation nationale n'échappent pas à cette dégradation. Quelle conception de dialogue social illustre par exemple la réunion d'une instance sans communication de documents de travail permettant des "échanges" pour reprendre un terme utilisé dans les points mis à l'ordre du jour de ce CSA de Région Académique ?

La démocratie sociale a besoin, avant tout, d'un syndicalisme respecté et écouté, et cela passe par une autre conception du dialogue social et, donc, d'autres pratiques qui garantissent les conditions d'un véritable échange au service de l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population.

A la veille d'une nouvelle journée de mobilisation nationale, la 10ème, nos organisations syndicales réaffirment qu'il y a urgence à entendre ce qui s'exprime, notamment dans la rue : elles appellent le Président de la République et son gouvernement à retirer la réforme des retraites et à changer radicalement de posture quant au dialogue social.